



**PRÉFÈTE
DES LANDES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction départementale
des territoires et de la mer
Service Nature et Forêt**

**Arrêté 2021/860 portant régulation des animaux classés susceptibles d'occasionner
des dégâts par un lieutenant de louveterie**

**La préfète,
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'ordre national du Mérite**

VU le code de l'environnement et les articles L.427-1, L 427-6, R.427-1 et R 427-6,

VU le décret n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 modifié prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de COVID-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire et notamment l'article 4 portant réglementation des déplacements,

VU l'arrêté du 19 pluviôse an V relatif à la chasse aux animaux nuisibles,

VU la circulaire du 31 juillet 2009 relative à la mise en œuvre du plan national de maîtrise du sanglier,

VU l'arrête préfectoral du 19 novembre 2019 fixant les circonscriptions de louveterie,

VU l'arrêté préfectoral n°2021/645 du 14 avril 2021 portant nomination des lieutenants de louveterie jusqu'au 31 décembre 2024,

VU l'arrêté ministériel du 3 avril 2012 pris pour l'application de l'article R. 427-6 du code de l'environnement et fixant la liste, les périodes et modalités de destruction des espèces d'animaux classés nuisibles,

VU l'arrêté ministériel du 2 septembre 2016 pris pour l'application de l'article R. 427-6 du code de l'environnement et fixant la liste, les périodes et modalités de destruction des espèces non indigènes d'animaux classés nuisibles sur l'ensemble du territoire métropolitain,

VU l'arrêté ministériel du 3 juillet 2019 pris pour l'application de l'article R. 427-6 du code de l'environnement et fixant la liste, les périodes et les modalités de destruction des espèces susceptibles d'occasionner des dégâts,

VU l'arrêté préfectoral 2020/665 du 28 mai 2020 fixant la liste et les modalités de régulation des animaux nuisibles pour la période du 1^{er} juillet 2020 au 30 juin 2021,

VU l'avis favorable de la fédération des chasseurs en date du 26 mai 2021 ,

VU l'avis favorable de l'office français de la biodiversité en date du 27 mai 2021 ,

CONSIDÉRANT la propagation de l'épidémie du COVID-19 sur le territoire national ainsi que les mesures de prévention instaurées par le gouvernement,

CONSIDERANT les dégâts très importants aux cultures constatés ces dernières années causés par les sangliers,

CONSIDERANT que les conditions sanitaires liées au COVID-19 ont impacté les actions de chasse au cours de la saison cynégétique 2020/2021,

CONSIDERANT que d'autres espèces classées dans les arrêtés visés ci-dessus contribuent également à des dégâts aux cultures et aux élevages,

CONSIDERANT la limitation des dégâts aux productions agricoles et aux élevages comme un enjeu économique majeur,

CONSIDERANT que les lieutenants de louveterie, conseillers techniques de l'administration ont pour rôle d'indiquer à l'autorité compétente quel est le meilleur procédé, selon la saison, le territoire et le contexte, pour organiser la destruction des espèces classées susceptibles d'occasionner des dégâts,

CONSIDERANT que dans l'intérêt général au nom duquel ils agissent, les lieutenants de louveterie peuvent organiser des actions de régulation sur tout type de territoires y compris sur les propriétés en opposition pour droit de non chasse,

CONSIDERANT que dans l'exercice de leurs fonctions, les dispositions de l'arrêté du 1^{er} août 1986 relatifs à divers procédés de chasse, de destruction des animaux nuisibles et à la reprise du gibier vivant dans un but de repeuplement ne s'appliquent pas aux lieutenants de louveterie,

CONSIDERANT la surpopulation de sangliers et les risques d'atteintes à la sécurité publique,

CONSIDERANT les dégâts de renard constatés sur les élevages avicoles les années précédentes et la nécessité de protéger les élevages dans la phase de réintroduction des animaux suite à l'épisode d'influenza aviaire,

SUR PROPOSITION de Madame la directrice départementale des territoires et de la mer,

ARRÊTE :

Article 1 - En cas de dégâts aux productions agricoles et aux élevages, les lieutenants de louveterie sont autorisés du 1^{er} juin au 30 juin 2021 à organiser sur leur circonscription des opérations administratives de destruction des animaux classés susceptibles d'occasionner des dégâts (nuisibles) par différents moyens (tirs à l'approche et à l'affût, battue, furetage, déterrage, piégeage) selon l'espèce en cause et le contexte rencontré. Les lieutenants de louveterie peuvent, si nécessaire, se faire suppléer ou assister par d'autres lieutenants de louveterie des Landes.

Concernant le renard, les opérations spécifiques de destruction sont organisées sur l'ensemble du territoire de la circonscription.

Les battues doivent se dérouler avec des chiens créancés dans la voie de l'animal recherché dans les conditions suivantes : une plainte pour dégâts déclenche un constat du lieutenant de louveterie qui décidera de l'opportunité d'une action. Le renard peut être tiré à plomb ou à balle.

Les lieutenants de louveterie sont autorisés à poursuivre les renards sur toute autre

commune ou circonscription du département.

Durant l'exécution des opérations organisées aux renards, l'usage de moyens radiophoniques ou radiotéléphoniques est autorisé.

Concernant le sanglier, les détenteurs du droit de chasse peuvent chasser le sanglier à compter du 1^{er} juin sur la totalité de leur territoire (y compris en réserve de chasse et de faune sauvage) dans le cadre de l'ouverture anticipée de l'espèce. En cas de nécessité, après que les moyens de chasse ont été mis en œuvre par le détenteur du droit de chasse et sous réserve d'une plainte écrite (qui sera transmise avec le compte rendu mensuel), le lieutenant de louveterie pourra, après accord écrit de la DDTM, conduire à son initiative et sous sa responsabilité des tirs d'affût prolongé deux heures avant le lever et deux heures après le coucher du soleil, par arme à feu ou par arc.

Le lieutenant de louveterie pourra, lors de ces tirs d'affût prolongé, se faire assister par des chasseurs choisis pour leur compétence et leur aptitude à cette pratique, dont il tiendra une liste à jour. Ces opérations de tirs à l'affût prolongé seront organisées sur les champs ensemencés ou ensemencés.

Le lieutenant de louveterie ainsi que les chasseurs désignés par ce dernier pour réaliser les tirs d'affût prolongés pourront faire usage d'une source lumineuse.

L'usage de moyens radiophoniques ou radiotéléphoniques est autorisé durant l'exécution des tirs à l'affût afin de renforcer l'aspect sécuritaire de ce type d'action. S'agissant des armes à feu, seul le tir à balle est autorisé pour le sanglier. Celles-ci doivent être transportées dans leur housse, déchargées et désapprovisionnées à l'aller comme au retour.

Le lieutenant de louveterie, responsable de l'organisation des tirs :

- veillera à ce que les conditions soient réunies pour que les tirs soient fichants et réalisés à courte distance, il s'assurera de la sécurité des personnes et des biens, notamment en cas d'implantation multiples de miradors dans un même secteur ;
- s'assurera du balisage des accès de chaque secteur de tir pour prévenir de toute intrusion humaine accidentelle.

Article 2 - Les battues et les tirs sont organisés et dirigés par le lieutenant de louveterie qui avertira le maire et le détenteur de droit de chasse (président de l'ACCA ou détenteur de droit de chasse sur les territoires en opposition) concerné, la brigade de gendarmerie du secteur, l'office français de la biodiversité, et lorsque les battues ou les tirs intéressent une forêt soumise au régime forestier, le directeur de l'agence Landes nord-aquitaine de l'office national des forêts.

Article 3 - Le lieutenant de louveterie devra sensibiliser les chasseurs qu'il mobilisera, le cas échéant, pour l'aider à accomplir ses missions (tirs à l'affût, déterrage notamment) aux consignes sanitaires indiquées sur le site :

<https://www.gouvernement.fr/info-coronavirus>.

Il devra appliquer les consignes mentionnées dans l'arrêté préfectoral n°2020/1770 du 11 décembre 2020 .

En période de restriction des déplacements fixées par le gouvernement le lieutenant de louveterie devra se munir du justificatif personnel permanent de déplacement établi par la direction départementale des territoires et de la mer (DDTM) et justifié par une mission d'intérêt général ainsi que le présent arrêté préfectoral et sa carte de lieutenant de louveterie.

Pour permettre le déplacement des chasseurs ou piégeurs que le lieutenant de louveterie choisira pour l'assister, ces derniers devront à chaque sortie réalisée lors des plages horaires de restriction de déplacement se munir d'une attestation de

déplacement dérogatoire (téléchargeable sur <https://www.gouvernement.fr/info-coronavirus>) au motif de mission d'intérêt général.

Article 4 - Les chasseurs susceptibles d'être mobilisés par le lieutenant de louveterie doivent être munis du permis de chasser dûment visé et validé pour la saison cynégétique en cours, et doivent avoir souscrit une assurance qui garantit leur responsabilité civile dans l'exercice de la chasse (L.423-16 du code de l'environnement). Le port d'un couvre-chef et d'un dossard fluorescents ou de couleur vive est obligatoire. Le schéma départemental de la gestion cynégétique des Landes doit être respecté. En cas d'infraction aux conditions imposées et aux règlements sur la police de la chasse, les tirs devront être arrêtés immédiatement et les contrevenants seront poursuivis conformément à la loi.

Article 5 - La destination de la venaison est laissée à l'appréciation du lieutenant de louveterie. Pour le traitement de la venaison, le lieutenant de louveterie devra faire respecter les consignes qui ont été publiées sur le site de la fédération des chasseurs (<http://www.fedechasseurslandes.com/chasse-individuelle-periode-de-restriction-COVID-19.html>).

Article 6 - Il sera établi un compte-rendu du résultat de ces opérations qui sera adressé à la fin du mois de juin à la DDTM à l'adresse ddtm-chasse@landes.gouv.fr.

Article 7 - Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de la préfecture des Landes, dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification ou être déféré devant le tribunal administratif territorialement compétent dans les mêmes conditions de délai. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique «Télérecours» accessible par le site internet : www.telerecours.fr.

Article 8 - Le secrétaire général de la préfecture, le lieutenant colonel commandant, le groupement de gendarmerie, la directrice départementale des territoires et de la mer, le président de la fédération départementale des chasseurs, le chef du service départemental de l'office français de la biodiversité, les maires du département, le lieutenant de louveterie et le directeur de l'agence Landes Nord-Aquitaine de l'office national des forêts sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ils recevront ampliation.

Mont-de-Marsan, le **28 MAI 2021**

La directrice départementale



Nadine CHEVASSUS